



Vive le PCF (mlm) !

L'Internationale Communiste : des Brigades Internationales à la dissolution

La mise en place des Brigades Internationales

L'Internationale Communiste avait connu une histoire mouvementée jusqu'à son septième congrès en 1935. À sa fondation en 1919, il était espéré un large développement de la Révolution socialiste mondiale à relativement court terme. Cela fut encore la conception prédominante au début des années 1920, avec des soulèvements armés dans plusieurs pays, avant qu'il soit procédé à un ajustement par l'étude pointue de la situation du capitalisme connaissant sa première crise générale.

Cela passa par l'organisation de la bolchevisation des Partis Communistes sous l'égide du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui souligna l'importance de la rationalisation en cours dans les économies capitalistes occidentales, ainsi que la généralisation de la tendance à la guerre.

L'écrasement du Parti Communiste d'Allemagne par le national-socialisme fut le point culminant de cette double réaction capitaliste à la crise et l'Internationale Communiste, avec à sa tête le Bulgare Georgi Dimitrov, affirma alors la nécessité de généraliser des Fronts affirmant la démocratie à travers l'unité ouvrière, pour former un bloc antifasciste dans le contexte de l'offensive capitaliste.

Le septième congrès de l'Internationale Communiste en 1935 fut la grande affirmation de ce positionnement politique, qui connut dans la foulée deux exemples majeurs : le Front populaire en Espagne et le Front populaire en France. Il y a ainsi, en 1936, trois actualités majeures pour l'Internationale Communiste : faire en sorte de rectifier le Parti Communiste d'Allemagne pour l'aligner sur le principe du Front populaire, accompagner le Parti Communiste Français alors qu'il y a un gouvernement de Front populaire (auquel il ne participe pas), épauler le jeune et faible Parti Communiste d'Espagne dans le contexte du Front populaire faisant face à un coup d'État fasciste dirigé par le général Franco.

La question espagnole va ici être à l'origine d'un mouvement extrêmement connu, les Brigades Internationales, qui furent fondées le 3 août 1936 par l'Internationale Communiste.

C'est qu'il y avait une grande opportunité pour les mettre en place. Lors du coup d'État de Franco, il devait y avoir des Olympiades populaires, organisées en opposition aux Jeux Olympiques à

Berlin. Nombre de sportifs, tout comme des révolutionnaires ayant émigré en Espagne fuyant des régimes fascistes, rejoignirent la défense antifasciste armée de la République au sein de « centuries » mises en place par les communistes.

Il y eut ainsi la Centuria Thälmann (fondée par des Allemands) et la Centuria Giustizia e Libertà (fondée par des Italiens), la Centuria Dąbrowski (fondée par des Polonais), la Centuria Commune de Paris (fondée par des Français), comme milices armées du Partit Socialista Unificat de Catalunya liée à l'Internationale Communiste.

À partir du 18 septembre 1936, l'appel à rejoindre l'Espagne antifasciste fut systématisée par l'Internationale Communiste, avec Paris comme base de recrutement, les Brigades Internationales se mettant en place le 9 octobre 1936. La République espagnole leur laissa les nombres 11 à 15 au sein de l'armée populaire.

Voici la liste des bataillons, qui ont regroupé plus de 30 000 volontaires au total.

Nom	Principaux pays d'origine des membres	Date de mise en place	Numéro de la Brigade d'appartenance
Edgar André (du nom de l'ouvrier portuaire communiste allemand torturé à mort par les nazis en 1936)	Allemagne, Autriche, pays balkaniques, Belgique (Flandres), pays scandinaves	28 octobre 1936	XI
Commune de Paris	Belgique, Canada, États-Unis, France, Royaume-Uni	22 octobre 1936	XI puis XIV
Garibaldi (du nom du dirigeant de l'unification italienne)	Italie, Suisse	29 octobre 1936	XII
Dombrowski (du nom du dirigeant polonais insurgé contre la Russie qui mourra sur les barricades de la Commune de Paris de 1871)	Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Ukraine	19 octobre 1936	XI puis XII puis XIII
Thälmann (du nom du secrétaire général du	Autriche, Allemagne, Hongrie, pays	10 novembre 1936	XII puis XI

Parti Communiste d'Allemagne emprisonné par les nazis)	balkaniques, pays scandinaves, Royaume-Uni		
André Marty (du nom du dirigeant français de la mutinerie de la Mer Noire)	Belgique, France	10 novembre 1936	XII
Louise Michel (de la révolutionnaire française)	Belgique, France	2 décembre 1936	XIII puis XI
Tchapaïev (du nom d'une figure de la révolution russe)	Allemagne, Autriche, pays balkaniques, Pologne	18 novembre 1936	XIII
dit des neuf nationalités	Allemagne, Autriche, pays balkaniques, Pologne	15 décembre 1936	XIV
Henri Vuillemin (du nom d'un ouvrier communiste français assassiné par la police en 1934)	France	30 novembre 1936	XIII
Vaillant-Couturier (du nom d'un dirigeant du Parti Communiste Français)	Belgique, Bulgarie, France, pays scandinaves, Tchécoslovaquie	2 décembre 1936	XIV
Mickiewicz (du nom du poète national polonais)	Pologne	4 octobre 1937	XIII
La Marseillaise (puis Ralph-Fox , du nom du commissaire politique du bataillon tombé le 3 janvier 1937)	France, Royaume-Uni	10 décembre 1936	XIV

Henri Barbusse (du nom de l'écrivain communiste)	France	novembre 1936	XIV
Pierre Brachet (du nom d'un volontaire belge tombé le 9 novembre 1936)	Belgique, France	1er octobre 1937	XIV
6 février (pour la révolte antifasciste parisienne du 6 février 1934)	Belgique, Chine, France, Grèce, Hongrie	1er février 1937	XIV
Saklatvala (du nom du député anglais travailliste puis communiste Shapurji Saklatvala)	Australie, États-Unis, Royaume-Uni, Irlande	28 décembre 1936	XIV
Lincoln (du nom du président américain)	Canada, États-Unis	8 janvier 1937	XIV
Dimitrov (du nom du dirigeant de l'Internationale Communiste)	Allemagne, Autriche, Bulgarie, Grèce, Hongrie, Italie Pologne, Roumanie, pays balkaniques, Tchécoslovaquie	31 janvier 1937	XV
n°19	Allemagne, Autriche, Cuba, France, Mexique, Royaume-Uni	15 février 1937	XV
Washington	Canada, États-Unis	février 1937	XV
Mackenzie-Papineau (des figures de l'indépendance canadienne William Lyon Mackenzie et Louis-Joseph Papineau)	Canada, États-Unis	mai 1937	XV

Galindo	Espagne	14 mars 1937	Armée populaire de la République
Masaryk (du nom d'une figure politique tchécoslovaque)	Pologne, Tchécoslovaquie	30 décembre 1937	« brigada de las 40 naciones »
Rákosi (du nom du dirigeant communiste hongrois alors emprisonné)	Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie	12 avril 1937	Armée populaire de la République
Hans Beimler (du nom du commissaire politique du bataillon Thälmann tombé le 1 décembre 1936)	Autriche, pays scandinaves, Suisse	mars 1937	XI
12 février (date du coup d'État austro-fasciste et de la réponse ouvrière armée)	Allemagne, Autriche, pays scandinaves	juin 1937	XI
Djure Djakovic (du nom d'un dirigeant yougoslavie assassiné)	Yougoslavie	juin 1937	« brigada de las 40 naciones »
Deda Blagoiev (du nom d'une figure communiste bulgare historique)	Bulgarie	juin 1937	« brigada de las 40 naciones »
Palafox (du nom du général José de Palafox y Melci ayant combattu Napoléon)	France, Hongrie, Pologne	4 août 1937	XIII

Les Brigades Internationales eurent un formidable retentissement et furent exemplaires de la contribution de l'Internationale Communiste au Front antifasciste international.

La fin des années 1930

L'investissement en faveur de l'antifascisme en Espagne devint l'aspect principal de l'orientation de l'Internationale Communiste, avec la considération qu'un succès en Espagne ferait pencher la balance du bon côté, d'autant plus que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste soutiennent militairement le coup d'État franquiste. C'était là pour le court terme : pour le long terme, l'Internationale Communiste portait une attention extrême au développement du Parti Communiste de Chine de Mao Zedong.

L'appel du premier mai 1937 de l'Internationale Communiste s'appuie donc avant tout sur la lutte antifasciste espagnole, qui représente littéralement toute l'époque. Cependant, il n'y a pas de réussite dans la tentative de parvenir à un accord avec les socialistes regroupés dans l'Internationale ouvrière socialiste pour une mobilisation envers l'Espagne.

L'aile gauche de l'Internationale ouvrière socialiste consistant en la social-démocratie autrichienne avait été brisée par l'austro-fascisme en 1934 (même si le dirigeant de ses milices, Julius Deutsch, a été actif comme général dans l'armée populaire de la république espagnole), la SFIO française était pacifiste et sur une ligne de non-intervention en Espagne y compris dans le cadre du Front populaire au gouvernement, le Labour britannique était sur une position droitière tout comme le Parti Ouvrier Belge.

Qui plus est, le Parti Communiste d'Allemagne n'arrivait toujours pas à s'aligner sur la perspective du Front populaire, alors que la social-démocratie allemande y était opposée tout en étant entièrement impuissante sur le terrain.

La grande catastrophe se produisit alors en juillet 1937, avec l'invasion japonaise de la Chine. Cela avait comme conséquence directe de rendre plus compliquée et prolongée la révolution chinoise. C'était d'autant plus vrai que l'Internationale Communiste ne comprenait pas réellement la démarche de Mao Zedong qui dirigeait alors le Parti Communiste de Chine dans une lutte armée populaire victorieuse, sous la forme d'une guerre du peuple.

Toute cette mauvaise perspective apparente fut accentuée par le constat de l'échec de l'Internationale syndicale rouge. L'anéantissement concret de la section allemande faisait qu'il ne restait réellement que les syndicats soviétiques et ceux de Tchécoslovaquie, car la CGT Unitaire française avait fusionné avec la CGT dans le prolongement du Front populaire. C'était là une réussite au niveau français, mais un coup mortel au niveau international puisque la CGT réunifiée restait dans le cadre de la Fédération syndicale internationale, dite Internationale d'Amsterdam.

Il fut alors procédé en décembre 1937 à la dissolution de l'Internationale syndicale rouge, afin de gagner une possibilité de faire intégrer les syndicats soviétiques à la Fédération syndicale internationale.

Entre-temps, Léon Blum avait démissionné en juin 1937 du gouvernement du Front populaire qui passa dans les mains du radical Camille Chautemps. C'était le reflet de l'absence de perspective possible, même si Léon Blum revint de manière éphémère en mars-avril 1938 pour vite céder la place au radical Edouard Daladier.

Il était à ce moment-là clair que la République espagnole était dans une situation extrêmement difficile – la guerre civile sera définitivement terminée par la défaite en avril 1939 – et que les tendances nationalistes et militaristes l'emportaient. L'Internationale Communiste fut même obligée de procéder à la dissolution du Parti Communiste de Pologne en août 1938 pour avoir littéralement capitulé devant le régime fasciste polonais mis en place par Józef Piłsudski, mort en 1935.

Si l'on ajoute à cela que l'Allemagne nazie avait envahi et annexé l'Autriche en mars-avril 1938, et que la France et le Royaume-Uni avait signé en septembre 1938 les accords de Munich laissant l'Allemagne nazie démanteler la Tchécoslovaquie libérale-démocratique et annexé les Sudètes, alors il était clair que la seconde partie des années 1930 formait une terrible séquence pour l'URSS se retrouvant littéralement seule en Europe.

La Tchécoslovaquie, un pays capitaliste développé (pour la partie tchèque), disposait d'une solide armée et une opposition franco-soviéto-britannique à l'Allemagne nazie aurait été marquée de succès. Il était clair que cette perspective était désormais entièrement close, que dans le cadre de la bataille pour le repartage du monde, la France et le Royaume-Uni comptait laisser l'Allemagne nazie partir à l'offensive anti-soviétique afin de tirer leur propre épingle du jeu impérialiste.

Le 5 novembre 1938, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste affirma ainsi clairement que la seconde guerre mondiale a en fait déjà commencé.

« Au moment où les peuples de la République soviétique achèvent la construction d'une société socialiste sans classes et avancent plein de confiance vers le communisme, le monde capitaliste est en proie à une fièvre guerrière inquiétante.

La deuxième guerre impérialiste, une guerre de brigands pour une nouvelle répartition de la planète, a en fait déjà commencé.

Elle fait déjà rage dans divers coins du globe.

En Espagne et en Chine, les bouchers fascistes font leur abominable travail. Plus de cinq cents millions d'êtres humains ont été précipités dans l'abîme de la destruction sanglante. La guerre menace de s'étendre à de nouveaux territoires et d'impliquer de nouveaux peuples. »

Et le moteur de cette guerre, ce sont les États fascistes à l'œuvre pour le repartage du monde.

L'article du milieu de l'année 1939 « Il y a vingt-cinq ans – et aujourd'hui » publié dans la presse de l'Internationale Communiste exprime sans ambages la situation terrible alors :

« Il y a vingt-cinq ans, l'humanité faisait face au plus grand crime de l'histoire de l'humanité. Déchaîné par une bande de capitalistes avides de pouvoir et d'argent, la guerre impérialiste mondiale s'est précipitée sur les peuples (...).

Dans les jours et les années où les dirigeants sociaux-démocrates, côte à côte avec la bourgeoisie réactionnaire, ont étouffé la révolution prolétarienne dans ses débuts, a été rendu libre la voie pour la deuxième guerre impérialiste mondiale.

La guerre mondiale était terminée, mais l'impérialisme était resté. Cet impérialisme a pris dans les pays où il est apparu de manière trop juste une forme particulièrement agressive.

Il a donné naissance dans ces pays à des bandes de meurtriers fascistes, avec l'aide de qui la démocratie a été détruite et le peuple forcé à forger sans mot dire les armes d'une nouvelle guerre.

L'impérialisme allemand, italien et japonais s'est donné comme but non seulement de forcer un repartage violent du monde, mais également de mettre une fin à toute liberté dans le monde et de mener un petit regroupement de capitalistes à la domination barbare décomplexée sur toute la planète.

La lutte des impérialistes allemands, italiens et japonais pour la domination du monde est en même temps une campagne de destruction contre tous les droits démocratiques fondés sur la liberté de tous les peuples, aussi limités et réduits que soient ces droits.

L'agression des États fascistes a donné libre cours à la seconde guerre impérialiste. Cette guerre aurait déjà commencé plus tôt et serait passé à un monstrueux massacre mondial s'il n'y avait pas dans le monde une gigantesque force de pays qui n'existait pas en 1914 : l'Union Soviétique socialiste. »

Restait pour l'URSS à voir comment se sortir d'une situation où elle devenait la cible numéro 1 à la suite des accords de Munich où la France et le Royaume-Uni laissaient l'Allemagne nazie s'étendre à l'Est de l'Europe.

Le choix du traité de non-agression

Au début de l'année 1939, l'Internationale Communiste est une observatrice avisée du « repartage du monde ». Elle suit également attentivement la répression telle qu'elle se développe en Allemagne nazie, ainsi que les velléités expansionnistes de celle-ci, constatant que c'est un puissant moteur pour répandre le fascisme en Europe.

Elle aimerait réactiver l'antifascisme, en ayant comme modèle la république espagnole et elle a ainsi clairement en vue un effondrement interne du fascisme italien et du national-socialisme allemand, sans pour autant se faire véritablement d'illusions à ce sujet.

De fait, il n'y a pas de perspective optimiste en ce qui concerne le développement de la révolution mondiale, alors qu'inversement un énorme accent est porté sur les victoires du socialisme en URSS, avec comme symboles tant le *Précis d'histoire du Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchévik)* que les purges des éléments antisoviétiques à la fin des années 1930, ainsi que la mise en place du troisième plan quinquennal en 1938.

Autrement dit, d'un côté l'Internationale Communiste a vu ses sections se ratatiner ou disparaître, même s'il y a dans le monde davantage de Partis Communistes qui se mettent en place, alors que de l'autre l'URSS a réussi sa construction.

L'URSS se retrouvait donc temporairement seule dans ce contexte. Elle n'avait alors finalement

plus le choix. Entre son existence à court terme dans un contexte de guerre et l'appui unilatéral à une Internationale Communiste pratiquement hors de fonction ou du moins d'impact concret, elle choisit le premier aspect.

Pour se faire, elle organisa un mouvement stratégique pour empêcher d'être la cible unilatérale de l'Allemagne nazie appuyée par les autres forces impérialistes et pour ce faire elle choisit d'aboutir à un traité de non-agression avec l'Allemagne nazie en août 1939.

Cela permettait de mettre hors d'état de nuire le régime polonais fasciste et les régimes réactionnaires ou fascistes baltes, de récupérer les parties biélorusse et ukrainienne colonisées par la Pologne, et surtout de gagner du temps pour la mise en place de l'armement, en rejetant la guerre vers la France et le Royaume-Uni.

La démarche fut marquée de succès, puisque début septembre 1939 ces derniers déclarent la guerre à l'Allemagne nazie à la suite de l'invasion allemande de la Pologne fasciste. L'Internationale Communiste constatait qu'il y avait une bataille pour le repartage du monde entre les puissances ayant profité de la situation mise en place en 1918 – le Royaume-Uni, la France et les États-Unis – et celles qui ne disposaient que des « restes » : l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

Dans l'article de sa presse annonçant le début de la guerre – « Les criminels de guerre » – on lit en octobre 1939 :

« Les impérialistes ont essayé de s'entendre aux dépens de l'Union Soviétique et d'écraser ensemble le socialisme triomphant sur un sixième de la planète.

Ce n'est qu'après qu'ait été mis en échec la tentative de provoquer une guerre entre l'Allemagne et l'Union Soviétique – telle la tentative de l'impérialisme britannique – que les voleurs impérialistes sont tombés les uns sur les autres, afin d'assurer leur propre butin et de s'approprier celui des autres.

Cette guerre est exclusivement menée par toutes les puissances impérialistes afin de savoir quel groupe de puissances impérialistes doit disposer des meilleures sources de profits de la planète, aussi est-il de signification totalement subordonnée de savoir qui est militairement « l'assaillant » et qui est « en défense ».

Tous attaquent celui qui leur dispute le butin, tous défendent leur butin, leur « droit sacré » d'opprimer et de piller les autres peuples. »

En novembre 1939, l'appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pour le 22^e anniversaire de la révolution d'Octobre 1917 souligne que :

« Par la mise en place du pacte de non-agression avec l'Allemagne, l'Union Soviétique a brisé les plans sournois des provocateurs de la guerre anti-soviétique.

Par ce traité, elle place ses peuples loin du sanglant champ de bataille et réduisait l'arène de l'incendie guerrier européen. Et lorsque l'État polonais, cette véritable prison des peuples, s'effondra, l'Union Soviétique a tendu la main aux peuples frères de l'Ukraine occidental et de la Biélorussie occidentale. »

La démarche était totalement cohérente. Elle était cependant lourde de conséquences pour plusieurs Partis Communistes, notamment ceux de France et de Royaume-Uni.

Le Parti Communiste Français, faible idéologiquement et sur le plan de l'organisation, fut secoué par une onde de choc due à l'incompréhension du choix soviétique, alors que parallèlement l'État procéda à sa dissolution et à une vague de plusieurs milliers d'arrestations.

25 des 74 parlementaires quittèrent le Parti, les autres étant arrêtés et condamnés pour avoir « exercé une activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager des mots d'ordre émanant de la IIIe Internationale ».

La moitié du Comité Central est arrêté, les principaux cadres se réfugient en Belgique et Maurice Thorez en URSS ; 2 800 élus sont déchus de leurs mandats, 317 municipalités sont dissoutes ainsi que 620 syndicats de base de la CGT (qui exclut tous ceux refusant de dénoncer le pacte).

Quant à la base du Parti désormais interdit, elle est entièrement désorganisée par la mobilisation militaire de tous les hommes de moins de quarante ans.

La situation interne fut également délicate au sein du Parti Communiste de Belgique, du Parti Communiste de Grande-Bretagne et du Parti Communiste des États-Unis. Ce dernier, subissant la répression, demanda même en novembre 1940 à quitter de manière formelle l'Internationale Communiste, afin d'éviter un écrasement par la machine juridique américaine, ce qui fut accepté.

La confusion régnante était également relative à la question du rapport à la guerre : fallait-il soutenir son propre pays contre les régimes fascistes ou bien voir une guerre inter-impérialiste comme l'affirmait l'Internationale Communiste qui en raison de la situation n'était plus en mesure de reprendre ces partis suffisamment en main ?

L'offensive de l'Allemagne nazie contre l'URSS résoudra cette question, mais à ce moment-là ce fut une vraie problématique encore.

La dissolution

Le chaos provoqué par le début de la guerre en 1939 et l'entière désorganisation du Parti Communiste Français porta de fait un coup fatal à l'Internationale Communiste. Sa seule fonction était désormais d'évaluer les rapports de force de la guerre inter-impérialiste, même si bien entendu les réseaux clandestins étaient maintenus. Cependant, l'aspect principal qui était la direction de manière formelle des Partis Communistes du monde entier avait en quelque sorte disparue en soi.

Cela ne tombait pas du ciel. Si à sa fondation l'Internationale Communiste se pose littéralement comme Parti Communiste mondial dirigeant les sections selon les interprétations de la situation de la révolution mondiale, cela s'est transformé en gestion directe des Partis Communistes agissant dans leur propre cadre national.

C'était comme si ce processus s'était porté à son paroxysme et rendait caduc l'orientation prise à la base. L'article au sujet du premier mai 1940 dans la presse de l'Internationale Communiste consiste pour cette raison surtout en une sorte de pur bilan de la situation caractérisée par la terreur fasciste et la guerre impérialiste, aux communistes appartenant... l'avenir. L'appel du premier mai 1940 en

tant que tel ne dit pas autre chose, soulignant également le rôle de la social-démocratie dans son aide à la légitimité des régimes impérialistes britannique et français.

Il en alla de même pour le premier mai 1941, alors que la guerre impérialiste s'installait clairement de manière durable et avait comme prolongement direct, en juin 1941, l'attaque de l'Union Soviétique par l'Allemagne nazie épaulée des armées finlandaise, hongroise, italienne, roumaine et slovaque.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste se déplaça alors temporairement de Moscou à Oufa (à un peu plus de mille kilomètres à l'Est de Moscou) et Kouïbychev (à un peu plus de deux mille cinq-cents kilomètres à l'Est de Moscou).

Il était alors clair que l'Internationale Communiste se retrouvait dans une position intenable, et cela d'autant plus qu'avec l'évolution de la guerre, l'URSS se retrouvait allié à des pays capitalistes voyant d'un très mauvais œil cette structure et n'hésitant pas à dénoncer les Partis Communistes comme le simple appendice de l'URSS.

Alors qu'elle n'était pratiquement plus en fonction, l'Internationale Communiste vit son Comité Exécutif se réunir les 13 et 17 mai 1943, aboutissant à l'envoi le 20 mai d'une missive aux Partis Communistes quant à une éventuelle dissolution. C'était là en soi également une marque de faiblesse puisqu'il était impossible d'organiser un congrès.

La thèse principale de la missive est que :

« Bien avant la guerre, il devint de plus en plus clair que, dans la mesure où la situation intérieure aussi bien qu'internationale des différents pays devenait plus compliquée, la solution des problèmes du mouvement ouvrier de chaque pays particulier par l'intermédiaire de quelque centre international rencontrerait des obstacles insurmontables.

Les profondes différences dans les voies historiques de développement de chaque pays du monde, le caractère divers et même la contradiction dans leurs ordres sociaux, la différence dans le niveau et dans le rythme de leur développement social et politique et enfin la différence dans le degré de conscience et l'organisation des travailleurs ont également conditionné les divers problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière de chaque pays en particulier.

L'ensemble du cours des événements depuis un quart de siècle, ainsi que les expériences accumulées de l'Internationale communiste, ont prouvé de manière convaincante que la forme d'organisation pour l'unification des ouvriers choisie par le premier Congrès de l'Internationale communiste, qui correspondait aux besoins de la période initiale de renaissance du mouvement ouvrier, avait fait son temps à proportion de la croissance de ce mouvement et de la complexité croissante des problèmes dans chaque pays, et que cette forme devenait même un obstacle au renforcement ultérieur des partis ouvriers nationaux. »

Le 7^e congrès avait d'ailleurs déjà constaté qu'il fallait porter toute son attention aux conditions particulières de chaque pays. Et cette différenciation de la situation des pays était d'autant plus vraie, dit la missive, qu'il y a des pays qui font partie du bloc de l'Allemagne nazie et d'autres du bloc qui

lui est opposée : les tâches ne sauraient donc être les mêmes.

La fin de la missive se conclut d'ailleurs par l'appel suivant :

« Le Présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste demande à tous les adhérents de l'Internationale communiste de concentrer leurs forces sur un soutien total et une participation active à la guerre de libération des peuples et des États de la coalition anti-hitlérienne afin de hâter la destruction de l'ennemi mortel des travailleurs – le fascisme et ses alliés et vassaux. »

Le présidium était alors composé du bulgare Georgi Dimitrov, de l'Italien Ercoli (soit Palmiro Togliatti), de l'Allemand Wilhelm Florin, du Tchécoslovaque Klement Gottwald, du Soviétique Andreï Jdanov, du Bulgare Vasil Kolarov, de l'Autrichien Johann Kopleinig, du Finlandais Otto Kuusinen, du Soviétique Dmitri Manouïlski, du Français André Marty, de l'Allemand Wilhelm Pieck et du Français Maurice Thorez.

Étaient également présents à Moscou l'Italien Vincenzo Bianco, l'Espagnole Dolores Ibárruri, la Finlandaise Inkeri Lehtinen, la Roumaine Ana Pauker, le Hongrois Mátyás Rákosi.

La missive fut publiée dans la presse de l'Internationale Communiste le 22 mai, puis dans la Pravda dans la foulée. Les réponses des Partis Communistes furent en faveur de la dissolution et le 8 juin 1943 le Comité Exécutif annonça qu'il se considérait comme dissous à partir du 10 juin.

Le Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchevik) mit alors immédiatement en place une « information internationale » auprès du Comité Central, s'occupant notamment des émissions radiophoniques nationales illégales, des relations avec les Partis Communistes à l'étranger, des éditions en langues étrangères, nombre d'établissements de l'Internationale Communiste se convertissant en « instituts » lui étant également soumis.

On trouvait à sa tête Alexandre Chtcherbakov, une très importante figure du Parti.

L'URSS modifia alors également son hymne en conséquence. En lieu et place de l'Internationale depuis sa fondation, une nouvelle chanson, produite pour l'occasion et victorieuse dans le cadre d'un grand concours pour cela, fut mise en place (commençant par *Soïouz nerouchymyi respublik svobodnykh...*, *L'Union indestructible des républiques libres...* aux paroles supprimées en 1955 et modifiées en 1977).